

1 AN

vu de l'intérieur

MAI 2017-MAI 2018



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE
L'INTÉRIEUR





édito

Cela fait un an que le Président de la République m'a nommé place Beauvau.

Un an durant lequel, avec l'ensemble des équipes du Ministère de l'Intérieur, nous avons agi sans relâche, jour et nuit, au service des Français.

Il a fallu, bien sûr, faire face aux crises qui sont hélas survenues – attentats, incendies, catastrophes naturelles, opérations de maintien de l'ordre. Et nos forces, comme les équipes préfectorales, ont su relever le défi avec professionnalisme et engagement.

Mais nous avons aussi initié des réformes en profondeur, parce que le rôle du politique n'est pas seulement de gérer l'urgence, il est de construire l'avenir. En matière de lutte anti-terroriste, après avoir pris une loi étendant les marges d'action des forces de l'ordre, nous sommes ainsi en train de renforcer les moyens humains et matériels du renseignement. Pour assurer la protection des Français dans leur vie de tous les jours, nous avons lancé le beau projet de Police de Sécurité du Quotidien, qui vise à mettre davantage de policiers et de gendarmes sur le terrain. Afin de relever le défi migratoire, nous sommes en train d'adopter une loi qui va permettre de refonder notre politique d'asile et d'immigration et de mettre en œuvre une action à la fois plus humaine et plus efficace. Dans les territoires enfin, nous avons, avec Madame Jacqueline GOURAULT, choisi de donner *en même temps* plus de pouvoir à l'administration déconcentrée et plus de marges de manœuvre aux collectivités, parce que c'est ce couple qui peut porter partout le développement. Je suis fier aujourd'hui d'être à la tête de ce beau Ministère. Un Ministère au cœur de l'Etat. Un Ministère qui, face à toutes les adversités, permet à la société française de se tenir debout, unie et forte.

GÉRARD COLLOMB
MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR



protéger

1 AN

**vu de
l'intérieur**

MAI 2017-MAI 2018

Lutter contre le terrorisme et la radicalisation



« Je tiens à vous rappeler combien est grande partout la menace terroriste. Vous savez que nous avons déjoué depuis le début de l'année deux attentats. Dans ce contexte, nous ne devons pas baisser la garde. Nous devons maintenir un niveau de vigilance extrême » DISCOURS AUX PRÉFETS 13 MARS 2018

✓ ENGAGEMENTS TENUS

JUIN 2017

- ✓ Circulaire pour croiser fichier S et fichier FSPRT avec le fichier de la détention de ports d'armes
- ✓ Création d'une **coordination nationale au renseignement et à la lutte contre le terrorisme** placée auprès du Président de la République

JUILLET 2017

- ✓ **Loi prorogeant l'état d'urgence** (adoption par le Parlement le 6 juillet 2017)
- ✓ Création du commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire

AOÛT 2017

- ✓ Mise en œuvre opérationnelle du **service national d'enquêtes administratives et de sécurité** permettant d'agir plus efficacement contre les incivilités, les atteintes à la sécurité publique et les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.
- ✓ Décrets des 2 août 2017 et 27 février 2018 ouvrant la possibilité de consulter certains fichiers en vue d'interdire l'exercice de certains emplois, l'accès à certains lieux ou l'acquisition et la détention d'armes par des personnes dont le comportement justifie ces restrictions

OCTOBRE 2017

- ✓ **Refonte du dispositif Sentinelle**, pérennisé dans ses moyens (7000 hommes) et repensé dans son organisation pour garantir davantage de mobilité et flexibilité



- ✓ **Loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme** du 30 octobre 2017 : possibilité, hors état d'urgence, d'établir des périmètres de protection, de fermer des lieux de culte, de prendre des mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance, et de procéder à des visites/saisies)

FÉVRIER 2018

- ✓ **Plan national de lutte contre la radicalisation**

MARS 2018

- ✓ Mise en œuvre de l'anonymisation des procédures pour préserver l'identité des agents publics susceptibles d'intervenir dans des enquêtes judiciaires sensibles

AVRIL 2018

- ✓ Création de 3 antennes du RAID outremer
- ✓ Création de 23 nouvelles antennes du service central du renseignement territorial dont 14 en zone aéroportuaire
- ✓ Expérimentation du dispositif « Train Marshals » qui se traduit par l'engagement, en toute discrétion, de gendarmes armés à bord de trains, en mesure d'intervenir immédiatement en cas d'attaque
- ✓ Conférence internationale sur le financement du terrorisme pour renforcer la coordination internationale pour tarir les sources de financement du terrorisme

→ **Création de 10 000 postes de policiers et gendarmes**



- Renforcement des moyens humains du renseignement : création de 1900 postes sur cinq ans
- Mise en place du « Système entrée/sortie » de l'UE qui permettra l'enregistrement des contrôles des personnes franchissant les frontières extérieures de l'UE
- Poursuite du déploiement du schéma national d'intervention : 170 nouvelles unités d'intervention intermédiaire de contre-terrorisme (50 PSIG Sabre et 120 sections spéciales d'intervention des CRS -SPI4G) d'ici fin 2018
- Demande conjointe de la France et de l'Allemagne à la Commission européenne pour la présentation d'une législation européenne sur le retrait de contenus terroristes en ligne



⌚ Entrée en vigueur le 25 mai du « PNR européen », pour le suivi des passagers aériens suspects

- ⌚ Fusion de l'Unité de Coordination de la lutte antiterroriste et de l'Etat-major opérationnel de prévention du terrorisme (4 juin 2018)
- ⌚ Décret relatif aux enquêtes administratives pour les emplois publics (été 2018)
- ⌚ Adoption de la législation européenne « ETIAS » mettant en place un dispositif de signalement informatique obligatoire préalable à toute entrée dans l'espace Schengen pour les ressortissants de pays tiers dispensés de visa
- ⌚ Adoption d'une nouvelle législation européenne pour durcir l'accès aux précurseurs explosifs, présentée par la Commission européenne
- ⌚ Création d'une Académie européenne du renseignement, afin de créer une culture du renseignement commune en Europe

CHIFFRES CLÉS

- **13 attentats déjoués** depuis le 17 mai 2017
- 3 mosquées fermées pour apologie du terrorisme
- 63 grands événements sécurisés grâce aux périmètres de protection mis en place par la loi SILT
- 91 798 criblages réalisés par le service national des enquêtes administratives et de sécurité (grands événements, secteurs d'activités sensibles, détention d'armes) et, pour sa première année d'existence, 125 000 criblages préalables à l'accès à un site nucléaire réalisés par le COSSEN
- 197 étrangers en situation irrégulière et 80 étrangers en situation régulière expulsés ou éloignés
- Augmentation de 17% en 2018 du budget de la DGSJ



Assurer la sécurité des Français au quotidien

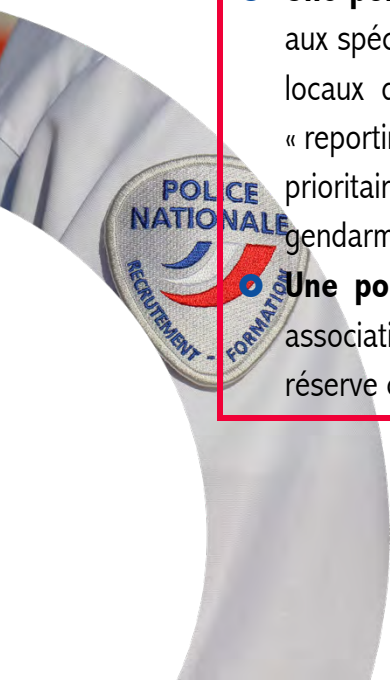
« La police a trois missions : le renseignement, l'intervention et la sécurité publique. On a oublié cette dernière tâche qu'on a confondue avec l'intervention. Je propose donc de créer une police de sécurité du quotidien » 17 FÉVRIER 2017



LA POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN

5 CHANTIERS MAJEURS

- **Une police et une gendarmerie aux ambitions retrouvées** : + 10 000 postes (7 500 policiers, 2 500 gendarmes) sur le quinquennat, la suppression des tâches indues pour permettre aux forces de se recentrer sur leur cœur de métier et une simplification de la procédure pénale avec la forfaitisation de certaines infractions
- **Une police et une gendarmerie respectées** : pas de projet sans moyens, pas de respect sans crédits avec 300 millions d'euros par an investis pour l'immobilier dans les deux forces, 250 millions d'euros par an investis pour le renouvellement et la montée en gamme du matériel (véhicules, armement, protection)
- **Une police et une gendarmerie connectées** : objectif 100 000 tablettes déployées d'ici 2019, achat de 10 000 caméras-piéton supplémentaires
- **Une police et une gendarmerie sur-mesure** : autonomie, responsabilité, adaptation aux spécificités des territoires : des enveloppes financières déconcentrées pour les chefs locaux de la police et de la gendarmerie (45 millions d'euros en 2018), fin des « reporting » permanents et du pilotage par le chiffre ; action renforcée dans 30 quartiers prioritaires en zone police, accompagnement spécifique dans 20 départements en zone gendarmerie
- **Une police et une gendarmerie partenariales** : travail plus étroit avec les élus, associations, conseils de quartiers et acteurs de la sécurité privée, développement de la réserve citoyenne



✓ ENGAGEMENTS TENUS

OCTOBRE 2017

- ✓ Lancement de la concertation sur la Police de Sécurité du Quotidien à la Rochelle
70 000 réponses de policiers et gendarmes, plus de 500 réunions dans les territoires, 150 contributions écrites

DÉCEMBRE 2017

- ✓ Décret assouplissant les conditions dans lesquelles certains agents de sécurité peuvent être armés

JANVIER 2018

- ✓ Mise en place d'une équipe conjointe intérieur/justice pour dématérialiser la procédure pénale
- ✓ Présentation de la programmation immobilière triennale de la police et de la gendarmerie

FÉVRIER 2018

- ✓ Lancement officiel de la Police de Sécurité du Quotidien et début du déploiement
- ✓ Lancement de la brigade numérique de la gendarmerie nationale. Cette plate-forme a déjà reçu 10 000 sollicitations sur des questions du quotidien en accompagnant par exemple les victimes dans les démarches à accomplir

MARS 2018

- ✓ Publication du décret permettant l'anonymisation des policiers et des gendarmes dans les procédures judiciaires sensibles

AVRIL 2018

- ✓ Présentation de la réforme de la procédure pénale en Conseil des ministres
- ✓ Restitution par les préfets des stratégies locales de sécurité

📅 À VENIR

JUIN 2018

- ⌚ Discussion d'une proposition de loi pour lutter contre les rodéos motorisés
- ⌚ Remise du rapport de la mission parlementaire de Jean-Michel FAUVERGUE et Alice THOUROT sur le continuum de sécurité
- ⌚ Lancement de la plateforme en ligne de signalement des violences à caractère sexuel



ÉTÉ 2018

- ⌚ Lancement du « lab PSQ »
- ⌚ 15 premiers quartiers de reconquête républicaine

JANVIER 2019

- ⌚ 15 quartiers de reconquête républicaine supplémentaires

COURANT 2019

- ⌚ Désignation de 30 quartiers supplémentaires de reconquête républicaine

LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ : À DELINQUANCE NUMÉRIQUE, RÉPONSE NUMÉRIQUE

ÉTÉ 2018

- ⌚ Elaboration d'une feuille de route pour la cybersécurité

D'ICI 2022

- ⌚ création de 800 postes de cyberenquêteurs supplémentaires



EN 2017, DES RÉSULTATS DANS LA LUTTE CONTRE LA DELINQUANCE

- Vols avec violence : -3% (avec armes), -5% (sans arme)
- +13% de réseaux de trafics de stupéfiants démantelés
- 8 000 armes saisies
- 500 millions d'avoies criminels

ZOOM SUR LA PROGRAMMATION IMMOBILIÈRE

- 🔗 **300 millions d'euros d'investissements** par an entre 2018 et 2020
- 🔗 **29 opérations police nationale** : 17 constructions neuves, 12 rénovations lourdes et +45 millions d'euros de crédits déconcentrés
- 🔗 **47 opérations gendarmerie nationale**, dont 9700 logements et +15 millions d'euros pour la sécurisation des casernes
- 🔗 **Des projets dans chacune des 13 grandes régions**, outre-mer compris



Garantir partout l'ordre républicain

FEVRIER 2018 - BURE (55)

Évacuation de squatteurs occupant illégalement un terrain propriété de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, suppression des abris, dégagement des matériaux entreposés.

AVRIL 2018 - NOTRE-DAME-DES-LANDES (44)

Rétablissement de la liberté de circulation sur les routes et expulsion des occupants illégaux. 2 500 gendarmes engagés.

AVRIL 2018 – MOUVEMENTS SOCIAUX ET ÉTUDIANTS EN FRANCE

Levée des blocages d'établissements d'enseignement supérieur mis en place illégalement dans le cadre de la contestation contre la loi « orientation et réussite de étudiants », maintien de l'ordre dans le cadres des manifestations organisées sur le territoire.



Renforcer la résilience de la Nation face aux crises



« Je veux témoigner ma reconnaissance et celle de la Nation toute entière aux militaires, ceux de la sécurité civile et ceux de nos armées, aux sapeurs-pompiers, aux bénévoles des associations agréées de sécurité civile, aux forces de l'ordre qui se sont relayées sur le continent et aux Antilles pour porter secours à nos concitoyens en difficulté » **7 OCTOBRE 2017**

✓ ENGAGEMENTS TENUS

- ✓ Mission en co-saisine IGAS/IGA sur le référentiel du secours d'urgence à la personne et de l'aide médicale urgente. Rendu du rapport : 15 mai 2018
- ✓ Mission relative à l'avenir du volontariat de sapeurs-pompiers, confiée à la Sénatrice du Haut-Rhin Catherine TROENDLE, au député du Var Fabien MATRAS, au Président du Conseil départemental de Mayenne, Président du Conseil national des Services d'Incendie et de Secours, Olivier RICHEFOU et au Colonel Éric FAURE, président de la FNSPF
- ✓ Achat de six avions bombardiers d'eau pour renforcer et renouveler la flotte aérienne de la sécurité civile et mieux lutter contre les situations de crise
- ✓ Recrutement de 30 spécialistes du déminage (augmentation des effectifs de +10%)

EN COURS

- Renforcement du mécanisme européen de protection civile pour aboutir, à terme, à une force européenne de sécurité civile permettant l'acquisition par l'UE de moyens de protection civile lourds pour renforcer les capacités des États membres
- Conception et déploiement par le ministère d'un système d'information commun à l'ensemble des services d'incendie et de secours.





À VENIR

JUIN 2018

- ⌚ Inauguration d'un simulateur aérien européen pour lutter contre les feux de forêt sur la base de la Sécurité civile à Nîmes

26 AU 29 SEPTEMBRE 2018

- ⌚ Annonce des mesures du plan volontariat au Congrès des Sapeurs-pompiers de Bourg en Bresse



CHIFFRES CLÉS

- Feux de forêts (campagne 2017) : 10 000 largages, 8 000 heures de vol
- Ouragan IRMA : 1 000 personnels de la sécurité civile et 400 tonnes de fret projetées, et près de 800 gendarmes mobilisés

RENDRE NOS ROUTES PLUS SÛRES

- 🕒 **9 janvier 2018** : adoption d'un plan d'action de 18 mesures en comité interministériel de la sécurité routière.

PROCHAINES ÉCHÉANCES

- 🕒 **Mai 2018** : externalisation des contrôles radar
- 🕒 **1^{er} juillet 2018** : mise en place de la limitation à 80 km/h sur les routes secondaires sans séparateur
- 🕒 **D'ici la fin de l'année** : développement des éthylotests antidémarrages pour les auteurs d'infractions liées à l'alcool

CHIFFRES CLÉS

- 🕒 **-13.5% de victimes** en mars 2018
- 🕒 **-17.5% de blessés** en mars 2018





garantir

1 AN

**vu de
l'intérieur**

MAI 2017-MAI 2018

Maîtriser l'immigration pour mieux accueillir



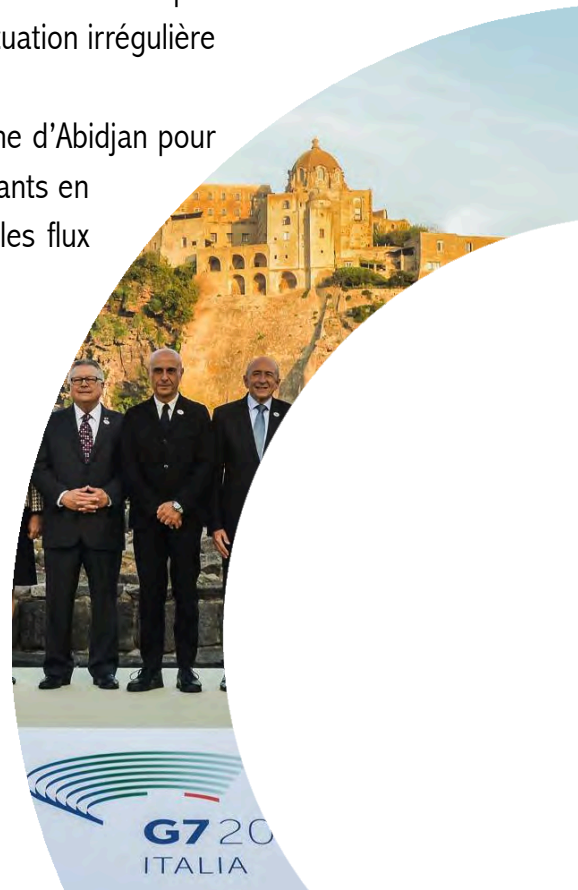
« La France doit être à la hauteur de sa tradition historique d'accueil, tout en se montrant, dans des conditions toujours dignes, inflexible avec les personnes qui ne remplissent pas les conditions de séjour sur notre territoire »

DISCOURS DE MONTPELLIER, 18 OCTOBRE 2016

✓ ENGAGEMENTS TENUS

AU PLAN INTERNATIONAL

- ✓ Accord avec l'Albanie pour le contrôle des flux migratoires et une plus grande effectivité des procédures d'éloignement
- ✓ Engagement à accueillir, d'ici octobre 2019, 10 000 réfugiés depuis le Levant et l'Afrique, dont 3000 depuis le Tchad et le Niger
- ✓ Action diplomatique soutenue et coordonnée avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères auprès des états d'origine des migrants en situation irrégulière en France afin de renforcer les réadmissions.
- ✓ Participation au Sommet Union européenne-Union africaine d'Abidjan pour appuyer l'action des pays d'origine et de transit des migrants en situation irrégulière afin qu'ils renforcent la lutte contre les flux migratoires irréguliers et les réadmissions.
- ✓ Participation à la conférence ministérielle de Niamey pour le renforcement de la coopération entre Etats de départ, de transit, et d'arrivée des migrants pour la lutte contre les réseaux de passeurs, suivie d'un déplacement à Agadez, où le Niger a entravé l'action des passeurs.



AU PLAN EUROPÉEN

- ✓ Participation de 550 personnels français aux missions d'appui de l'Agence européenne de garde-côtes et de gardes-frontières (Frontex) aux frontières extérieures de l'UE en 2017. 150 personnels français sont par ailleurs en pré-alerte permanente dans le cadre de la réserve opérationnelle d'urgence de Frontex
- ✓ 20 Français en permanence en appui du Bureau européen d'appui à l'asile dans les hotspots en Italie en 2017
- ✓ Action coordonnée avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne pour faire progresser la négociation sur le régime d'asile européen commun

AU PLAN INTÉRIEUR

- ✓ Renforcement des moyens alloués à l'accueil des demandeurs d'asile et au traitement de la demande d'asile : +150 ETP dans les services étrangers des préfectures, +15 ETP à l'OFPRA, +35 ETP à l'OFII et +51 ETP à la CNDA
- ✓ Création de 200 places en centre d'accueil et d'examen des situations (CAES) dans chaque région et mise en place de missions déconcentrées de l'OFPRA à Metz, Lyon et Cayenne, afin d'examiner les situations administratives plus rapidement
- ✓ Circulaire du 20 novembre 2017 sur les objectifs et les priorités en matière de lutte contre l'immigration irrégulière
- ✓ Circulaires du 12 décembre 2017 sur l'examen des situations administratives dans l'hébergement d'urgence et sur l'accès au logement des réfugiés, avec le Ministère de la Cohésion des Territoires
- ✓ **Adoption de la proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen** (février 2018)
- ✓ Adoption de la réforme de la politique d'intégration au cours du comité interministériel à l'intégration (7 mai 2018), sur la base des recommandations du rapport du député Aurélien TACHÉ



- **Examen de la loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** (adoptée en 1^{ère} lecture)
- Augmentation du nombre de places dans le dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile : + 4000 places en 2018, +3 500 places en 2019
- Augmentation du nombre de places en centres de rétention administrative : +400 places en 2018

- Baisse de 60% des entrées irrégulières en Europe entre 2016 et 2017 (baisse de 511 000 en 2016 à 205 000 en 2017)
- 303 réseaux de passeurs démantelés en 2017
- +12.7% d'éloignements depuis mai 2017
- +85% de transferts Dublin depuis mai 2017



Promouvoir un dialogue renouvelé avec les cultes et construire une société apaisée

« Il convient d'appliquer strictement et pleinement les textes fondateurs, dans une volonté d'apaisement qui était celle d'Aristide Briand, rapporteur de la loi de séparation des Eglises et de l'État »


FEUILLE DE ROUTE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, **SEPTEMBRE 2017**






EN COURS

→ Consultations du Président de la République sur l'organisation de l'Islam de France. Présentation été 2018

À VENIR

 Installation d'une instance informelle de dialogue interconfessionnelle

LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME

-  **19 mars 2018** : présentation d'un plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme comportant 21 mesures
-  **Périmètre du Ministère de l'Intérieur** : action pour le retrait des contenus à caractère raciste et antisémite (13 000 contenus signalés sur la plateforme PHAROS, doublement des effectifs en 2018) et pour la formation des enquêteurs au recueil de plaintes pour des actes à caractère raciste ou antisémite
-  Conventions signées avec la **Maison d'Izieu** et le **Mémorial de la Shoah**

Adapter nos droits fondamentaux aux évolutions sociétales et technologiques

« Pour répondre à la crise de représentation que connaît notre pays, nous réformerons notre système électoral (...) Le droit à une identité numérique attestée et sécurisée, est fondamental » FEUILLE DE ROUTE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, SEPTEMBRE 2017

ENGAGEMENTS TENUS

JANVIER 2018

- ✓ Loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections
- ✓ Mise en place, avec la Garde des Sceaux et le secrétaire d'Etat au numérique d'une direction de programme interministérielle aux fins de disposer de processus d'identification numérique d'ici à la rentrée 2019

AVRIL 2018

- ✓ Loi relative à l'élection des représentants au Parlement européen
- ✓ Assises de l'identité numérique

EN COURS

- Projet de loi organique visant à une réduction de 30% du nombre de parlementaires et à l'introduction de 15% de proportionnelle. Déposé au Conseil d'Etat. Présentation devant le Parlement (courant 2018)
- Réforme relative au répertoire électoral unique. En 2019, chaque électeur pourra vérifier son inscription sur les listes de sa commune
- Elaboration d'un plan d'action et revue de l'organisation du ministère pour renforcer la sécurité des systèmes d'information du ministère (automne 2018)

À VENIR

- ⌚ Redéfinition des circonscriptions législatives (projet de loi et projet de loi organique prévoyant la réduction du nombre de parlementaires)

servir

1 AN
vu de
l'intérieur
MAI 2017-MAI 2018



Renforcer l'administration territoriale de l'État

« Le redressement du pays doit s'appuyer sur des collectivités fortes mais aussi des préfets forts »

DISCOURS AUX PRÉFETS 13 MARS 2018



✓ ENGAGEMENTS TENUS

DÉCEMBRE 2017

- ✓ Décret ouvrant expérimentation d'un droit de dérogation à une norme réglementaire reconnu aux préfets de région et de département des régions Pays de la Loire, Bourgogne-Franche-Comté et Mayotte, aux préfets de département du Lot, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Creuse ainsi qu'au représentant de l'Etat à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin

MARS 2018

- ✓ Pérennisation de dotations d'investissement gérées par les préfets : dotation d'équipement des territoires ruraux (1.046 milliard d'euros pour 2018), dotation de soutien à l'investissement local (615 millions d'euros pour 2018). Déconcentration complète de leur gestion, comme défini dans les circulaires des 7 et 9 mars 2018

EN COURS

- Dans le cadre d'Action Publique 2022, réflexions sur les évolutions à apporter aux grands équilibres hérités de la Réforme de l'administration territoriale de l'Etat (RÉATE) (été 2018)



ACTION PUBLIQUE 2022 : DES REFORMES DE STRUCTURE, EN VEILLANT À LA QUALITÉ DU SERVICE RENDU

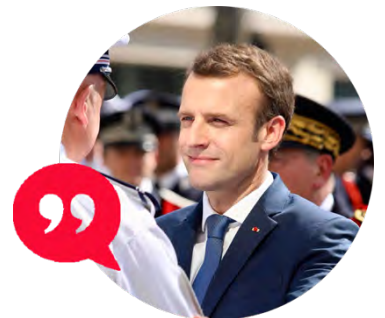
- 🕒 Approfondissement de la politique de substitution de policiers et gendarmes par des personnels administratifs : objectif 4000 postes par an à la fin du quinquennat)
- 🕒 Réduction du nombre de personnels dédiés aux fonctions d'état-major et de cabinet dans les administrations centrales et à la préfecture de police : -100 postes par an.
- 🕒 Police scientifique et technique : plan de mutualisation et de convergence entre police et gendarmerie.

EN COURS

- 🕒 Réflexions des directions de la police et de la gendarmerie, du secrétariat général, pour proposer courant 2018 un plan « marges de manœuvre » comportant un certain nombre de mutualisations.

Nouer un pacte de confiance avec les collectivités locales

« Mon objectif est clair : fixer le cap de la libre administration du XXI^{ème} siècle. Une libre administration qui garantisse aux collectivités territoriales les capacités juridiques et les moyens d'agir et un Etat adapté à ce défi qui les accompagne, qui les aide, qui facilite » CONGRÈS DES MAIRES DE FRANCE 23 NOVEMBRE 2017



✓ ENGAGEMENTS TENUS

- ✓ Création de la Conférence nationale des territoires, réunie pour la première fois le 17 juillet 2017
- ✓ **Stabilité de la Dotation Globale de Fonctionnement (DFG)** au plan national, après 4 années consécutives de baisse massive de cette ressource des collectivités (10 Md€) ; Consolidation et pérennisation des dotations d'investissement au bloc communal

- ✓ Mise en place d'un processus de contractualisation entre l'Etat et les 322 collectivités dont les dépenses sont les plus importantes pour organiser la maîtrise de l'augmentation de la dépense publique locale autour d'une cible de +1.2% en moyenne
- ✓ **Loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI)**



- Instauration d'un droit à la différenciation dans la Constitution (projet de loi constitutionnelle présenté au Conseil d'Etat)
- Inscription de la Corse dans la Constitution (projet de loi constitutionnelle présenté au Conseil d'Etat)
- Proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes
- Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites



- ⌘ Réflexions autour d'une réforme de l'organisation territoriale du Grand Paris
- ⌘ Examen du devenir de certaines métropoles, dans le cadre d'une solidarité territoriale réaffirmée



- **27 milliards d'euros** : le montant de la DGF versé par l'Etat aux collectivités locales en 2018
- **+ 300 millions d'euros** : l'augmentation des concours financiers de l'Etat aux collectivités en 2018





Cabinet de M. Gérard Collomb
Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur

01 49 27 38 53
sec1.pressecab@interieur.gouv.fr